



17 octobre 2007
Journée internationale contre la misère

Manifeste de la Marche Mondiale des Femmes

Nous sommes de nouveau mobilisées ce 17 octobre pour **dénoncer et exiger la fin de l'oppression que nous vivons en tant que femmes**, pour dire que la domination, l'exploitation, l'égoïsme et la recherche effrénée du profit menant aux injustices, aux guerres, aux conquêtes et aux violences ont une fin.

De nos luttes féministes, de celles qu'ont menées nos aïeules sur tous les continents, **sont nés de nouveaux espaces de liberté**, pour nous-mêmes, pour nos filles, pour nos fils, et pour toutes les petites filles et tous les petits garçons qui, après nous, fouleront ce sol. L'année 2000, nous avons ramassé 5 millions de signatures en exigeant la fin de la pauvreté et de la violence. En 2005 nous étions de nouveau dans les rues pour inviter l'humanité à l'Égalité, la Liberté, la Justice, la Paix et la Solidarité. Nous avons tissé nos rêves tandis que nous construisions notre Courtepointe mondiale.

Aujourd'hui comme avant, **nous dénonçons le capitalisme, le patriarcat et ses institutions**, comme les corporations transnationales et les oligarchies nationales qui extraient leurs richesses à travers la discrimination, l'oppression, l'exploitation de nos peuples, et en particulier des femmes, le pillage de nos territoires - eau, terre, biodiversité, sources d'énergies - et méconnaissent nos droits individuels et collectifs. **Nous dénonçons ces systèmes qui s'organisent sur la base des privilèges des hommes sur les femmes**, des blancs sur les noirs et autochtones, ainsi que l'exclusion des lesbiennes, des immigrées et de plusieurs situations de vie considérées par eux comme «anormales». Nous dénonçons son caractère répressif et la criminalisation de nos luttes.

Ce 17 octobre - Journée mondiale de lutte contre la pauvreté - nous attirons l'attention sur la réalité vécue par nous les femmes : notre travail de soin de la famille et de la communauté n'est pas reconnu et augmente avec les coupes des budgets public ; nous avons un moindre accès à la propriété et au contrôle des ressources ; nous avons des salaires plus bas ; nos conditions de travail sont précaires et les entreprises contrôlent nos corps et notre sexualité ; nous n'avons pas les mêmes opportunités d'études et nos connaissances et qualifications sont moins prises en compte ; les connexions entre la pauvreté et la violence envers les femmes se manifestent à travers le trafic et l'exploitation sexuel, le femicide, l'utilisation des corps des femmes comme butin de guerre.

Nous reconnaissons les diverses formes d'oppression vécues par les femmes dans les quatre coins du monde. Nous avons manifesté plusieurs fois, et nous continuerons à le faire, contre les occupations militaires en Palestine, Afghanistan, Liban, Irak. En ce moment, nous manifestons particulièrement notre solidarité avec les femmes en lutte

contre la dictature militaire en Birmanie, qui ont commencé par dénoncer l'augmentation des prix des combustibles et ont ouvert le chemin aux moines, étudiants et à tout le peuple. Nous appuyons nos soeurs du Costa Rica et leur NON au Traité de libre-échange de l'Amérique Centrale avec les États Unis. Nous engageons notre lutte pour surmonter la terrible violence subie par les femmes dans les conflits armés, dans la région de Kivu en République Démocratique du Congo et au Darfour, dans la région Est du Soudan.

Nous réaffirmons nos chemins pour éliminer la pauvreté et la violence envers les femmes :

- **Autonomie économique des femmes et répartition de la richesse :** Emplois dignes avec des droits et une juste rémunération ; utilisation et contrôle des ressources et des moyens de vie ; renforcement de l'économie solidaire ; valorisation du travail reproductif et productif des femmes. Non au paiement de la dette externe qui est une atteinte à la souveraineté des pays et vigilance aux nouveaux endettements. Non aux négociations et signatures des accords de libre échange qui ont comme objectif d'assurer les intérêts des transnationaux.

- **Pour la souveraineté alimentaire et contre la privatisation de la nature :** Autogestion de nos ressources environnementales vers un modèle de développement qui soutienne les besoins fondamentaux des générations présentes et à venir. Droit à garder nos moyens de vie, à produire notre propre nourriture de la façon que nous voulons et de manger en accord avec notre culture.

- **Non à la violence envers les femmes :** Combattre la violence sexiste qui est un outil de contrôle de nos vies, de nos corps et de notre sexualité pour faire de nous des objets soumis à la volonté d'autrui. Engagement et mesures concrètes de l'État, de la société - en particulier les mouvements sociaux - pour la prévention et la punition de la violence envers les femmes.

- **Paix et démilitarisation :** Mettre fin à l'impunité, à l'utilisation des corps des femmes comme butin de guerre et du viol comme arme de guerre. Participation des femmes dans la résolution des conflits. Politiques de désarmement, contre les occupations et la présence militaire étrangère, y compris les bases et les exercices militaires.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !

Comité International de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté à Granja do Ulmeiro, Portugal le 08 Octobre 2007.